

100 ans après, servir la paix, la démocratie et l'Europe

Communiqué de presse conjoint du Mouvement Européen-France et du Mouvement Européen-Allemagne à l'occasion du centenaire de l'Armistice du 11 novembre 1918

Il y a 100 ans, l'armistice du 11 novembre 1918 mettait fin à la Première Guerre mondiale. Cet anniversaire nous appelle à garder, profondément ancré dans nos mémoires, le souvenir des quarante millions de morts et de blessés de ce conflit fratricide. Immense cortège de souffrances et de destructions, dont de nombreuses traces sont encore visibles.

Sur les ruines de cette « catastrophe originelle du XX^{ème} siècle » commença à éclore, afin d'assurer une paix durable, un mouvement en faveur de ce qui apparaît aujourd'hui comme le plus grand projet civilisationnel de l'histoire moderne de l'humanité : le processus d'unité européenne.

Ce mouvement pro-européen, apparu dès le début des années 1920, bénéficia d'emblée du soutien éminent de deux hommes qui reçurent conjointement le Prix Nobel de la Paix : Gustav Stresemann et Aristide Briand, ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de France. Nous pouvons les saluer comme les aïeux de l'unité européenne.

Nous, présidents du Mouvement Européen en Allemagne et en France, comprenons la commémoration de l'armistice de 1918 comme un encouragement à nous tourner vers le futur. Nous voulons, et devons, travailler à préserver la paix sur notre continent et à faire avancer l'Europe, ensemble. Or, de part et d'autre du Rhin, nous nous heurtons à des partis ou groupes nationalistes qui entendent la faire reculer. Par des discours négatifs et souvent méprisants, ils s'attaquent à des acquis de notre civilisation tels que le respect mutuel, le dialogue, la recherche du consensus. Ils préfèrent, comme il y a cent ans, creuser des tranchées plutôt que jeter des ponts.

Beaucoup voient dans cette situation des similitudes avec l'entre-deux-guerres. Mais la démocratie est plus diverse et plus solide qu'alors. Quand la politique, au lieu de courir après le populisme, s'appuie sur les forces de la société civile, elle coule de solides fondations pour la cohésion transfrontière. Ces fondations, nous nous engageons à les entretenir et les renforcer.

L'Allemagne et la France ont un rôle important à jouer mais une trop grande focalisation sur nos deux pays serait dangereuse car elle ne prendrait pas en compte la diversité de l'Europe et de ses structures sociétales. La mission de Berlin et de Paris est avant tout de soutenir la démocratie parlementaire et pluraliste dans tout l'Europe, à commencer par l'Union européenne.

Les élections européennes de 2019 représentent à cet égard un défi majeur. Dans cette perspective, œuvrons ensemble au renforcement des mouvements citoyens pro-européens au service d'une Europe démocratique.